

DE LA NÉCESSITÉ DE MIEUX APPRÉHENDER LES RELATIONS INTERNATIONALES...

Un numéro récent du quotidien italien *Corriere della Sera* donne deux informations en première page : les commentaires de Silvio Berlusconi, négatifs sur Volodymyr Zelensky et positifs sur Vladimir Poutine ; une appréciation d'un politologue sur la prévoyance de Giorgia Meloni. On peut généraliser en disant que Giorgia Meloni sait lire une carte, c'est-à-dire évaluer une situation sous tous ses aspects, alors que Silvio Berlusconi fait preuve d'une ignorance de l'histoire, même récente. Cette connaissance très partielle des réalités n'est pas rare parmi « ceux qui nous gouvernent ». Quelques exemples : on évoque les Arméniens opprimés par le voisin Azéri, mais sait-on qu'il y a trente ans, la situation était inverse et que l'Arménie s'était approprié des zones azéries, comme « ceinture de sécurité » en procédant à un nettoyage ethnique, toutefois sans massacre.



Autre cas : on a raison de s'inquiéter des ambitions nucléaires de l'Iran, mais peut-on ignorer la responsabilité incombant à Donald Trump, qui prit une décision stupide sous pression israélienne ? Israël est elle-même une puissance nucléaire, devenue telle avec l'aide de la France et, qui plus est, Israël n'adhère pas au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), mais il ne faut surtout pas en parler... L'antisémitisme est toujours condamnable, mais il est scandaleux d'y assimiler toute critique de la politique mise en œuvre par l'actuel gouvernement Netanyahu, qui commence à friser dangereusement racisme et colonialisme. Même les meilleurs historiens rappellent volontiers la première partie de la déclaration Balfour, mais taisent soigneusement la seconde : « *Rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives en Palestine* ».

Pour revenir à Giorgia Meloni, il est normal de se souvenir des origines postfascistes de son parti, et d'observer d'un œil attentif sa politique intérieure, mais il est prématuré d'en tirer des conclusions. Sa politique étrangère reste solidement pro-européenne et atlantiste. Il n'y a pas de faille dans le soutien à l'Ukraine, réaffirmé par Giorgia Meloni elle-même en visite à Kiev. Le regard vers le sud qu'elle porte sur sa carte géographique, suivant ainsi une impulsion donnée par son prédécesseur, Mario Draghi, mérite attention. La Méditerranée n'est pas une frontière – déjà pour les Romains il y a deux millénaires, elle était « *mare nostrum* ». Elle est un lien essentiel vers le continent immense qu'est l'Afrique, et l'Europe devrait davantage prendre conscience aussi bien de son sous-développement que de sa richesse démographique et matérielle, sans oublier son importance géostratégique qu'ont bien en vue la Chine et la Russie. La France est idéalement placée pour y assumer un rôle essentiel, étant atlantique et méditerranéenne. Ne faudrait-il pas commencer par voir le Maghreb comme un ensemble et s'atteler à l'exercice difficile de surpasser les susceptibilités bien enracinées, mais fondamentalement futiles ? Quant au continent plus au sud, il conviendrait d'augmenter l'aide au développement, veiller à la gouvernance (tâche herculéenne) et faire en sorte que les richesses servent en premier lieu aux populations sur place – ce qui serait un frein à la migration – et non comme matière brute pour nos multinationales !

Paul Mertz, ancien ambassadeur

VIE DE L'ASSOCIATION

MARS

DÉJEUNER DÉBAT, de 12h30 à 14h45, restaurant Le Procope

Judi 9 mars avec **Sylvie Bermann**, ambassadeur de France.

Thème : Madame l'Ambassadeur, de Pékin à Moscou, une vie de diplomate.

CONFÉRENCES, de 17h30 à 19h00, zoom et présentiel au siège d'ARRI

Judi 16 mars : **Robert Diethrich**, ancien directeur général d'EDF international.

Thème : Vérités et mensonges sur l'énergie.

Mardi 21 mars : **Jean-Michel Marlaud**, ancien ambassadeur.

Thème : Dire l'indicible, mémoires d'un ambassadeur de France au Rwanda (1993-1994).

AVRIL

DÉJEUNER DÉBAT, de 12h30 à 14h45, restaurant Le Procope

Judi 6 avril avec **Bernard Hourcade**, agrégé de géographie et spécialiste de l'Iran.

Thème : Quelles perspectives pour l'Iran ?

MAI ET SEPTEMBRE

Mieux appréhender la MITTELEUROPA sera l'objectif de **deux conférences présentées au siège d'ARRI, de 17h30 à 19h00, par Dominique Ciavatti**, maître ès lettres et administratrice d'ARRI,

Judi 11 mai et vendredi 21 septembre

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ARRI

Mercredi 29 mars 2023, de 16h00 à 18h00, au siège d'ARRI.

INSCRIPTIONS ET INFORMATIONS

Vous pouvez vous inscrire aux activités via le site www.arri.fr ou en contactant notre secrétariat (secretariat@arri.fr ; 01 45 27 46 17

Notre site internet propose un calendrier de nos prochaines activités, des informations sur nos manifestations et des comptes rendus.

VIE DE L'ASSOCIATION

REMISE DES PRIX D'EXCELLENCE 2023 DE L'UNIVERSITÉ FRANCO-ALLEMANDE

ARRI a initié un partenariat avec l'Université franco-allemande en 2015 qui consiste à soutenir un prix récompensant les étudiants*es et les chercheurs*ses pour l'excellence de leurs travaux.

Cette année, la cérémonie de remise des prix, qui s'est tenue à l'ambassade de France à Berlin jeudi 26 janvier, coïncidait avec les célébrations du 60^{ème} anniversaire du Traité de l'Élysée.

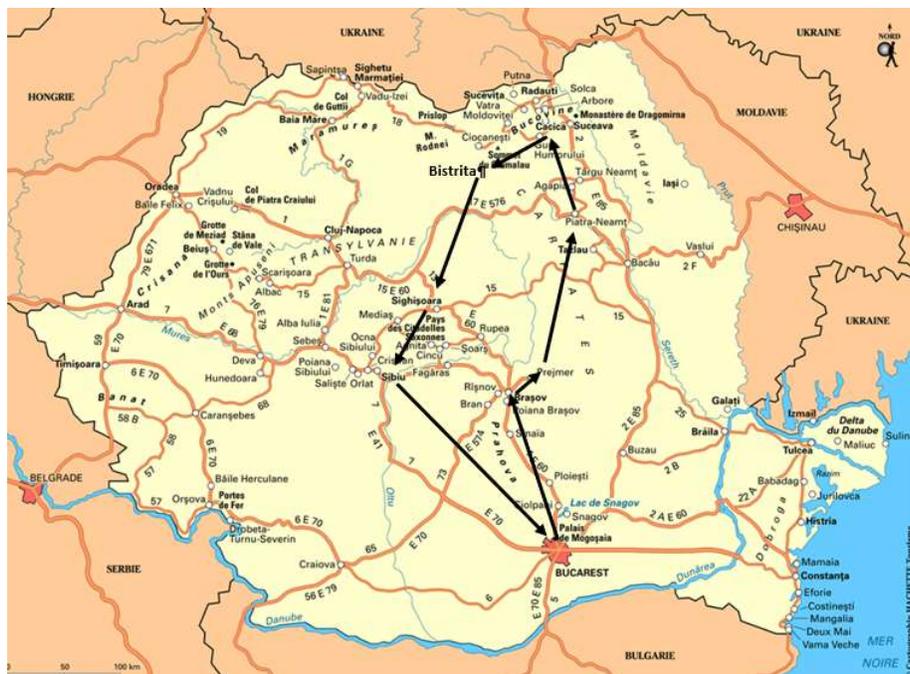
Le « Prix international 2023 » soutenu par ARRI a été décerné à Dominik Mock pour sa cotutelle de thèse – université Leibniz de Hanovre et université de Montpellier – sur le thème très pointu des « processus magmatiques à différentes échelles dans la croûte océanique inférieure de l'ophiolite de Samail » (Sultanat d'Oman).



VOYAGE ARRI EN ROUMANIE DU 5 AU 15 JUIN 2023

Des places sont disponibles. N'hésitez pas à contacter notre assistante, Magali Silvy-Leligois, qui vous précisera les modalités d'inscription (01 45 27 46 17 ; secretariat@arri.fr).

Points forts du voyage : Entretiens à Bucarest. Visites culturelles : le musée national d'Art de Roumanie et le Parlement (Bucarest), la vieille ville de Brasov, l'église de Prejmer, le monastère de Neamt, les monastères de Bucovine dont les fresques du monastère de Voronet, la cité médiévale de Sighișoara, le bourg de Viscri, Sibiu...



VIE DE L'ASSOCIATION

Le 31 janvier, à Rabat, un ami, Mustapha Faris, nous a quittés...

Hommage de Jean Michel Fauve (extrait), président d'honneur d'ARRI

(...) Mustapha Faris est venu à ARRI pour reprendre avec Jacques Bourdillon, mon prédécesseur, la coopération qui était née entre eux, ingénieurs de l'École des Ponts et Chaussées, au ministère de l'Équipement du Maroc qui venait de recouvrer son indépendance (1956). Dans l'intimité, l'un et l'autre partageaient leurs souvenirs et exprimaient leur fierté d'avoir jeté les fondations d'une relation de confiance si difficile à établir en des temps de séparation.



Mustapha a eu ensuite une belle carrière après que lui fut confiée la conduite du chantier de la reconstruction d'Agadir à la suite du terrible tremblement de terre qui détruisit le Talborjt, le cœur historique de la ville. Hassan II lui confia le portefeuille des Finances dans le gouvernement marocain. Retourné dans le civil, il devint président de la Banque Nationale du Commerce et de l'Industrie, filiale marocaine de BNP-Paribas.

Mustapha Faris nous a appris à regarder le Monde et peut-être à mieux le comprendre avec un autre prisme que celui attaché à notre culture. Il s'intéressait beaucoup aux grands défis de notre temps, notamment à la construction européenne. Son épouse, d'origine polonaise, n'y était peut-être pas pour rien mais il avait une conviction au plus profond de lui : un jour viendra où les rivalités et les incompréhensions nord-africaines s'éteindront pour laisser place à une Union qui pourrait bénéficier de la grande utilité de notre expérience.

Mustapha a voulu créer un Groupe Maroc au sein d'ARRI. Il le voulait à tout prix. J'ai tenté de l'aider... (...)

Un livre, des témoignages, une relation de solidarité et d'amitié...



Mustapha Faris et Jacques Bourdillon ont corédigé et publié en 2017 un ouvrage « *Regards croisés sur l'amitié : la coopération technique franco-marocaine* ».

En plus des souvenirs de Mustapha Faris et de Jacques Bourdillon, l'ouvrage réunit les nombreux témoignages recueillis auprès de Français et de Marocains, lesquels racontent leur expérience sur un peu plus d'un demi-siècle. Des témoignages « *qui illustrent la diversité et la grande qualité de la coopération franco-marocaine* », comme le souligne l'ancien Premier ministre Mohammed Karim Lamrani dans la préface qu'il a rédigée.

Jeune ingénieur des ponts et chaussées, Mustapha Faris est âgé de 26 ans lorsqu'un séisme secoue la ville d'Agadir en 1960. Il aura la charge des travaux d'urgence et de déblaiements. Une expérience qui l'a profondément marqué et dont il a gardé, comme il écrit lui-même, « *des souvenirs émus, des amitiés qui durent toujours, des facilités de contact et des règles de comportement d'ouverture, de respect, de tolérance et la vraie signification de la solidarité humaine*

internationale ». Ouvert, respectueux, tolérant, solidaire, c'est ainsi qu'était notre ami Mustapha Faris.

GÉOPOLITIQUE DES RELATIONS FRANCE-ÉGYPTE

par le Docteur Ahmed Youssef

Déjeuner débat jeudi 2 février 2023

Universitaire, journaliste et écrivain, le Docteur Ahmed Youssef est né à Alexandrie où il a fait ses études. Il les a poursuivies au Caire où, par la suite, il y a enseigné la littérature et l'histoire comparées. Le Dr Ahmed Youssef a été conseiller du ministre de la Culture en Égypte. Il a aussi été le correspondant en France du journal « Al-Ahram », média de référence au Moyen-Orient. Le 12 février 2023, le Docteur Ahmed Youssef a reçu le prix du Festival Napoléon.



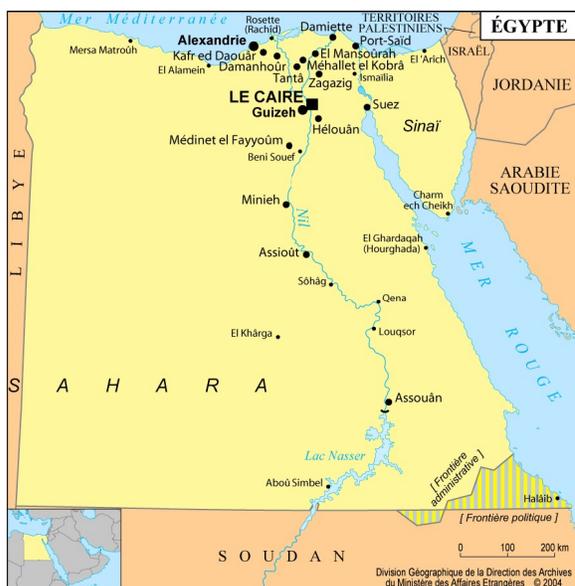
SEBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

L'Égypte tient une place particulière dans l'imaginaire français. Il suffit de lire les voyages d'Hérodote pour constater que l'Égypte occupait une position centrale dès l'Antiquité. L'Égypte a joué un rôle majeur dans les transports entre le Nord et le Sud qui s'effectuaient par la Méditerranée et la mer Rouge. Par voie maritime jusqu'à Alexandrie, puis par caravanes jusqu'à Suez et ensuite

à nouveau par voie maritime. Qui dit transports dit négoce et diplomatie.

La conquête de l'Égypte a été réalisée par Louis IX, futur Saint Louis. Louis IX avait compris que les clefs de Jérusalem étaient au Caire, cœur politique du monde musulman. Il a été fait prisonnier et a été captif en Égypte.

Dans son manuscrit (Consilium Aegyptiacum) destiné à Louis XIV, Leibniz détaille l'intérêt que le roi aurait à conquérir l'Égypte : « L'expédition d'Égypte est un moyen de dominer les intérêts généraux. Le plus haut intérêt qui puisse préoccuper le roi, c'est précisément en Égypte qu'il peut le placer. La conquête de l'Égypte revient en effet de droit à la France ». Mais Louis XIV lui répondit : « Ce projet, Monsieur



Leibniz n'est plus à la mode depuis Saint Louis » ... Et Louis XIV s'est intéressé davantage à la guerre contre la Hollande.

Le retour de la France sur la scène égyptienne

Plus tard, le général Bonaparte est parti en Égypte avec une lettre de mission du Directoire. Il devait jeter les bases d'un Empire français en Orient, couper la route des Indes aux Anglais, percer le canal de Suez. Le général Bonaparte n'avait que 28 ans. Il était très populaire à la suite de la campagne d'Italie et le Directoire souhaitait l'éloigner. Les généraux de Bonaparte étaient deux fois plus âgés que lui. L'Égypte depuis 1517 était sous la coupe de l'Empire ottoman.

Le général Bonaparte était aussi accompagné de savants appartenant à toutes les disciplines. Il va fonder l'Institut d'Égypte, sur le modèle de l'Institut de France. Cet institut existe toujours. La campagne d'Égypte a été un échec militaire mais un succès scientifique.

L'Égypte moderne doit beaucoup à Bonaparte. Ce sont les Français qui ont conçu le canal de Suez et initié sa construction. Les Anglais défendaient le projet d'un chemin de fer entre Alexandrie et Suez. Le canal voit actuellement passer 10 % du commerce mondial et 28 % du trafic mondial de pétrole.



La forte croissance démographique

Parmi les problèmes d'actualité, le plus important est celui de la démographie. La population de l'Égypte atteint aujourd'hui 110 millions d'habitants. Tous les huit mois, il y a un million de naissances. Pour répondre à ce problème, le gouvernement construit des villes nouvelles et améliore les transports. Ainsi au Caire, qui compte 20 millions d'habitants, une cinquième ligne de métro est en construction.

La Covid-19 et la guerre en Ukraine

L'Égypte a été touchée par la Covid-19 et par la guerre en Ukraine. En effet, elle importe du blé russe et du blé ukrainien. Le Dr Ahmed Youssef n'est pas optimiste sur l'issue du conflit ukrainien.



Tout conflit en Europe entraîne des conséquences pour les pays de la Méditerranée.

Le Gaz en Méditerranée orientale

L'Égypte va bénéficier du gaz découvert en Méditerranée orientale. Elle partage les gisements avec Israël, la Jordanie, Chypre, mais aussi la Turquie. Ce peut être une source de conflits. Créé en 2019, le Forum du gaz pour la Méditerranée

orientale a son siège au Caire. Il regroupe l'Égypte, la Grèce, l'Italie, Chypre, Israël, la Jordanie et la Palestine. La France a rejoint le Forum comme membre en 2021.

Du gouvernement Morsi au gouvernement Al Sissi

Le président Morsi, élu démocratiquement, succède au président Moubarak. Les Frères Musulmans arrivent alors au pouvoir, mais ce sera un échec. En 2013, le peuple n'en veut plus. Le gouvernement Morsi est renversé par une révolution populaire soutenue par l'armée égyptienne. Le pays est déstabilisé. Arrivé au pouvoir, le président Al Sissi permet au pays de retrouver la stabilité. Il entreprend de grands travaux, crée des villes nouvelles, facilite les investissements. Il bénéficie d'une forte popularité. L'Islam politique n'était pas une solution. Par ailleurs, le président Al Sissi entretient d'excellentes relations avec la France.

L'environnement sécuritaire

La mer Rouge est une zone de conflits. Il y a des bases navales appartenant à différents pays. Les États-Unis n'ont pas de base en Égypte. Si cela s'avérait nécessaire, ils interviendraient à partir de Bahreïn. La plus grande base américaine est au Qatar.

Après sa présentation, le Dr Ahmed Youssef a répondu aux questions de l'auditoire.

La Francophonie

Boutros Boutros-Ghali a été le premier secrétaire de la Francophonie. L'Égypte compte de nombreuses écoles françaises, mais l'anglais est devenu la langue de travail, la langue de ceux qui cherchent un emploi.

Le Consulat d'Alexandrie date du règne de Louis XV. Il a failli disparaître, mais les Alexandrins tenaient beaucoup à ce qu'il soit conservé.

Le rayonnement de l'Université Al Azhar

L'université Al Azhar est millénaire, aussi ancienne que la Sorbonne et a un très grand rayonnement international. On peut compter quatre ou cinq millions d'étudiants dans le monde. L'université Al Azhar dispose de moyens financiers colossaux. Elle a donné son appui au président Al Sissi, prenant ainsi position contre les Frères musulmans.



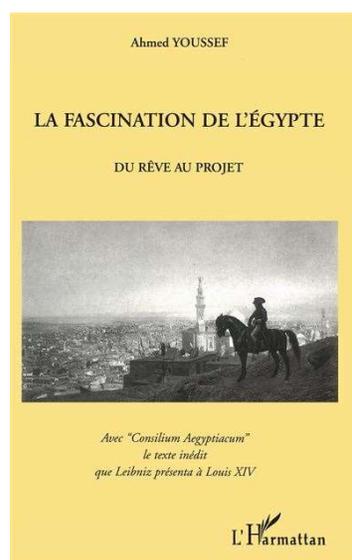
Le barrage de la Renaissance

L'Éthiopie construit l'énorme barrage de la Renaissance. Ce barrage est situé sur le Nil Bleu, à une trentaine de kilomètres de la frontière soudanaise. Il va perturber le cours du Nil, en particulier pendant son remplissage et fait l'objet d'un contentieux entre l'Égypte, l'Éthiopie et le Soudan.

La stratégie de multi-alignement de l'Égypte

Nasser avait suivi une politique de non-alignement. Aujourd'hui, l'Égypte poursuit une stratégie de multi-alignement. Le monde a changé, il est devenu multipolaire.

Notes de Jean Philippe Bernard



Le projet de Leibniz présenté à Louis XIV en 1675 : Consilium Aegyptiacum figure en annexe dans l'ouvrage publié par le Docteur Ahmed Youssef : La fascination de l'Égypte, du rêve au projet.

Souvent, les brisées du rêve précèdent le sentiment du réel.

Ainsi l'Égypte, sans cesse, somptueusement, fournit les parements enchanteurs d'un rêve intemporel.

En retrait, vigilants ; se pressent de multiples projets politiques.

Pour les aventures militaires, l'Histoire des Temps Modernes n'a retenu que les deux grandes : la croisade de Saint-Louis en 1250 et la campagne de Bonaparte en 1798.

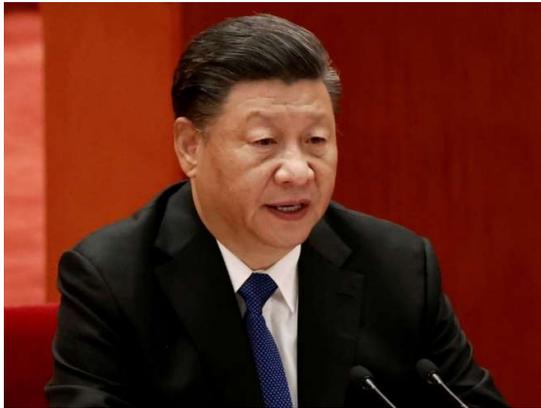
L'ouvrage, publié par L'Harmattan en 1998, brosse un tableau du cheminement de l'évolution invincible de cette égyptophilie en France, depuis les racines antiques jusqu'au rêve. (Cf. quatrième de couverture).

APPROCHE DE LA CHINE

XI JINPING, LA VOIE DE LA PUISSANCE

Conférence de Denise Flouzat-Osmont d'Amilly, mercredi 15 février

L'approche de la Chine proposée par Denise Flouzat-Osmont d'Amilly a fait l'objet de deux séances. Lors de la première séance en novembre 2022, Denise Flouzat-Osmont d'Amilly a présenté un État bimillénaire caractérisé par deux régimes – le régime impérial et le régime



communiste – et deux voies – la voie politique avec Mao Tsé-Toung et la voie économique avec Deng Xiaoping, Yan Zemin et Hu Jintao. La deuxième séance, le 15 février dernier, a été consacrée à la montée en puissance de Xi Jinping reconduit, pour la troisième fois, à la tête du Parti communiste chinois (PCC), le 23 octobre 2022.

Un prince rouge

Fils d'un fondateur du PCC et compagnon de Mao Tsé-Toung, Xi Jinping est né en 1953. Il a eu une enfance privilégiée, passant les premières années de sa vie dans la « nouvelle Cité interdite » où

résident les hauts dirigeants du PCC avec leur famille. Son père, président de l'Assemblée populaire de Chine, sera évincé par Mao en 1962 et s'exilera dans une ville du sud de la Chine où Xi Jinping fera ses études secondaires.

Xi Jinping sera à Pékin au moment de la Révolution culturelle et fera partie des nombreux jeunes envoyés à la campagne en 1969. Le travail de paysan lui pèse ; il s'évade et retourne à Pékin où il sera arrêté pour être envoyé dans un camp de rééducation avant d'aller cultiver la terre dans le Sichuan. Sept ans après, de retour à Pékin, il veut adhérer au PCC mais il échoue à plusieurs reprises, sans doute en raison de la sanction infligée à son père.

1 - Premier quinquennat : la centralisation du pouvoir (2012-2017)

Mao meurt. Xi Jinping est réhabilité par Deng Xiaoping et adhère au PCC. Il sera envoyé dans la province de Fujian (face à Taiwan) où il occupera le poste de gouverneur. Ardent au travail, Xi Jinping est reconnu comme candidat possible à de hautes fonctions. En 2008, il accède au Comité permanent du PCC.

Le XVIII^{ème} congrès du PCC s'ouvre en 2012 et Xi Jinping est élu secrétaire général. Il affiche alors son ambition de conduire la Chine « *vers une prospérité croissante et une renaissance de ses valeurs morales* ». La même année, il est nommé président de la Commission centrale militaire du PCC, puis en 2013 président de la Chine. Xi Jinping commence son premier mandat par une lutte contre la corruption, et les premiers visés sont les membres du PCC, l'armée « *un puits sans fond de corruption* », et la police.

Le contrôle des citoyens et le crédit social : sous prétexte de rétablir une plus grande harmonie, les citoyens n'échappent pas au contrôle des autorités qui utilisent des technologies de pointe. De plus, chaque citoyen reçoit de l'État cent points de crédit social. Ce capital de points peut être augmenté ou diminué en fonction de son comportement. Les récompenses et les punitions sont diverses (promotion ou interdiction de se présenter à un concours, par exemple).

Le contrôle des entreprises : l'État a aussi la mainmise sur les entreprises. En effet, les administrations ont la charge de constituer un fichier pour chaque entreprise avec des informations générales ou spécifiques. Les sanctions sont de différentes natures : audits fréquents, restriction d'accès au crédit, interdiction de participer à des appels d'offres publics. Dans un tel système, les entreprises publiques restent privilégiées.

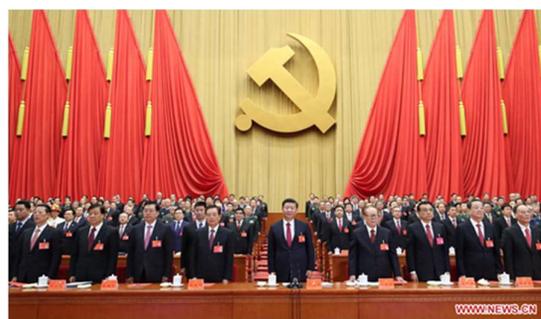
Le contrôle des organisations religieuses : celles-ci sont astreintes à diffuser les règles du PCC. Dans les provinces de l'Ouest, notamment dans le Xinjiang, le système de surveillance numérique des Ouïghours est redoutable.

Le contrôle de la politique économique : la crainte d'une contamination de la crise américaine en 2008 conduit à une politique de relance incluant un déferlement de crédits bancaires et le développement du *shadow banking system*. Face aux risques financiers dus au développement de la dette, notamment de celle des entreprises, des mesures de restriction des crédits bancaires et une régulation du *shadow banking system* sont décidées. Il était espéré que la consommation se développerait à la suite des progressions importantes du PIB obtenues dans la décennie précédente, mais ce ne fut pas le cas. Le ralentissement de la croissance, qui atteignait 8 % l'an à l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, n'était plus que de 6,4 % en 2017.

En octobre 2015, la Chine annonce **la fin de la politique de l'enfant unique** en vigueur depuis trente-cinq ans.

2 - Deuxième Quinquennat (2017-2022) : vers une suprématie mondiale en 2049 ?

Au début de la réunion du XIX^{ème} congrès du PCC, Xi Jinping fait l'éloge des succès du régime communiste. Le PCC a permis de passer d'une économie rurale à une économie industrielle ; il a modernisé l'armée et tiré des centaines de millions de Chinois de la pauvreté. Le PCC a relevé la Chine des humiliations subies autrefois par les Occidentaux. Des objectifs sont fixés pour que les industries et services chinois soient leaders mondiaux dans les technologies de pointe d'ici à 2025 et que la Chine puisse asseoir sa suprématie mondiale en 2049. Enfin, Xi Jinping obtient du Congrès la suppression de la limite de dix ans d'un gouvernement recommandée par Deng Xiaoping. Il fait inscrire sa pensée dans la charte du PCC.



Guerre commerciale États-Unis Chine : En 2018, Donald Trump, confronté à l'aggravation du déficit américain, décide d'augmenter les droits de douane sur l'acier et l'aluminium. La mesure vise surtout la Chine. Pékin s'engage dans cette guerre commerciale et taxera durement une liste de produits américains. Malgré les mesures prises par la Chine pour soutenir son économie, le taux de croissance ralentit à 6 % en 2019.

Une loi sur la sécurité nationale à Hong Kong : en 2019, d'immenses manifestations, suscitées par une jeunesse inquiète sur la perspective de la fin en 1947 du statut « un pays, deux systèmes », sont organisées, mais la reprise en main par Pékin est sévère. Devançant cette date, Pékin imposera, en 2020, une loi sur la sécurité nationale prévoyant de lourdes sanctions à l'encontre des ennemis du régime.



La pandémie de Covid-19 : le 30 janvier 2020, Xi Jinping annonce la pandémie et met sous cloche Wuhan, épice de la flambée de ce dernier, les autorités chinoises procèdent à des isolements et

confinements locaux. Malgré la pandémie, le PIB de la Chine croît de 2,3 % en 2020, alors que les grandes économies de la planète sont en récession.

Le 14^{ème} plan quinquennal (2021-2025) est adopté en mars 2021. Il prévoit une croissance de 5,5 %. L'innovation et les nouvelles technologies en sont l'un des axes.

Le 6^{ème} plenum du PCC se tient en novembre 2021. Il adopte un résumé historique apologétique plaçant Xi Jinping au même niveau que Mao et confirme l'accession de Xi Jinping à un troisième quinquennat.

Sus à la richesse de certains : les représailles des autorités contre les plus fortunés se traduisent par une restructuration des grandes entreprises de la Tech et du e-commerce (Alibaba et Jack Ma) assortie d'une régulation par inspection de leurs relations avec les banques, par une suppression des écoles privées sources d'inégalités et par l'incitation des plus riches à faire des donations.

3 – Troisième quinquennat : un pouvoir sans fin...

Deux étapes importantes en 2022 pour la Chine et ses gouvernants : les Jeux olympiques d'hiver en février et le XX^{ème} congrès du PCC en octobre.

Les jeux olympiques d'hiver offrent un spectacle grandiose mais sans public en raison de la pandémie. Néanmoins, à cette occasion, Xi Jinping et Vladimir Poutine se rencontrent et en profitent pour montrer leur proximité dans les affaires du monde.

Le XX^{ème} Congrès du PCC. Rappelons qu'un Congrès est l'aboutissement d'un processus complexe lancé au moins deux ans à l'avance. Il est validé par environ trois mille délégués.

Le 16 octobre 2022, Xi Jinping ouvre ce XX^{ème} Congrès en défendant sa politique. Il réclame l'unité autour de sa direction. Il vante l'ascension de la Chine comme puissance mondiale ; il défend sa redoutable politique anti-corruption ; il défend aussi sa politique draconienne de lutte contre la Covid-19 (zéro Covid) ; il plaide en faveur du renforcement de la puissance militaire chinoise.

Le 23 octobre, Xi Jinping est élu à l'unanimité secrétaire général du PCC, désigné comme le fondateur du socialisme à la chinoise, lequel résulte des travaux du Comité permanent et du Comité central inspirés par le secrétaire général. C'est la fin de la collégialité pratiquée jusqu'alors. Xi Jinping fait entrer ses affidés dans le Comité permanent dont Li Qiang, propulsé numéro deux du PCC et actuel Premier ministre... en dépit de sa gestion chaotique du confinement à Shanghai.

En raison de la pandémie, Xi Jinping n'était pas sorti de Chine depuis 2020. En novembre 2022, il se rend à trois sommets d'importance mondiale : le sommet de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) à Phnom Penh, celui du G20 à Bali et celui de la Coopération économique des pays d'Asie-Pacifique (APEC) à Bangkok. Lors de ces réunions, il fait l'objet d'approches amicales de la part de nombreux observateurs qui le croient susceptible de peser sur Vladimir Poutine pour trouver une solution au conflit avec l'Ukraine...

Par ailleurs, l'année 2022 a été marquée par le dérèglement climatique (feux de forêts, inondations...), la crise du secteur immobilier, l'endettement des promoteurs et le mécontentement des acheteurs... Avec le ralentissement des investissements et l'inertie de la consommation des ménages, le seul facteur de croissance sont les exportations bien qu'elles aussi soient elle en diminution.



Notes de Geneviève Tinturier

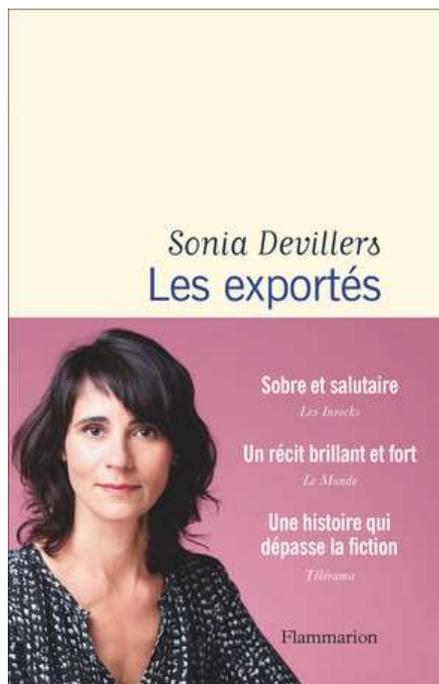
CONSEILS DE LECTURES



Historien, **Thierry Gomart** est directeur de l'Institut français des Relations internationales (IFRI). Il est aussi membre des comités de rédaction de *Politique étrangère*, de la *Revue des Deux mondes* et d'*Études*.

Dans son ouvrage, « *Les ambitions inavouées* », publié aux éditions Tallandier (2023), Thierry Gomart propose une reconfiguration de l'ordre mondial et presse la France à mieux comprendre les ambitions des autres grandes puissances et à repenser sa stratégie pour les décennies à venir, si elle veut encore compter dans le monde.

« *Que savons-nous des plans échafaudés par nos partenaires et adversaires ? Quelle importance accorder à la foi religieuse dans les stratégies conduites par la Turquie d'Erdogan, l'Iran de Khamenei et l'Arabie saoudite de MBS ? De quelles manières les orientations prises par l'Allemagne de Scholz, la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping, reconfigurent l'Eurasie ? Le Royaume-Uni et les États-Unis se définissent désormais comme des « démocraties maritimes ». Qu'en est-il de l'Inde ? » ...*



Sonia Devillers est journaliste et chroniqueuse sur France-Inter.

L'ouvrage « *Les exportés* », publié aux éditions Flammarion en 2022, retrace l'exil de la famille de l'auteure et nous plonge dans l'histoire des juifs de Roumanie, de la deuxième guerre mondiale aux années 60.

« *Ma famille maternelle a quitté la Roumanie communiste en 1961. On pourrait la dire « immigrée » ou « réfugiée ». Mais ce serait ignorer la vérité sur son départ d'un pays dont nul n'était censé pouvoir s'échapper. Ma mère, ma tante, mes grands-parents et mon arrière-grand-mère ont été « exportés ». Tels des marchandises, ils ont été évalués, monnayés, vendus à l'étranger. (...)*

Moi qui suis née en France, j'ai voulu retourner de l'autre côté du rideau de fer. Comprendre qui nous étions, reconstituer les souvenirs d'une dynastie prestigieuse, la féroce déchéance des membres influents du Parti... Comblent les blancs laissés par mes grands-parents et par un pays tout entier face à son passé ».

COUP D'ŒIL SUR LE MONDE ...

Volodymyr Zelensky, après être passé mercredi 8 février par Londres et Paris, où il a dîné à huit clos avec Emmanuel Macron et Olaf Scholz, s'est rendu à Bruxelles où il a prononcé un discours au parlement européen. Il a rappelé l'urgence d'agir vite et fort afin que la guerre ne s'éternise pas. Il a été entendu par l'Allemagne dont le chancelier a pris, à juste titre, le temps de la réflexion et de la décision, anticipant la suite inévitable de demande d'avions de combats et de missiles à longue portée. L'Italie quant à elle applique strictement les sanctions et apporte son aide militaire mais, encore dépendante du gaz russe, s'inquiète de trouver des fournisseurs au Maghreb, ce qui explique le déplacement de Giorgia Meloni à Alger.

Après le traité de coopération franco-allemand de l'Élysée de janvier 1963 puis celui du Quirinal en 2021, la France a signé le traité de Barcelone avec l'Espagne. Il s'agit comme les précédents, d'un traité d'amitié et de rapprochement des instances de gouvernement.

En Suède, la découverte d'un grand gisement de terres rares est une nouvelle d'importance pour le pays et pour l'Europe. Ces terres rares sont, en effet, essentielles dans de nombreuses applications industrielles, comme l'électronique, l'énergie propre, l'aérospatial, l'automobile et la défense. En République tchèque, le général Petr Pavel succède au président Milos Zeman. Petr Pavel a exercé, entre autres, le poste éminent de président du Comité militaire de l'Otan. Au Royaume-Uni, le système de santé publique est conscient de l'impérieuse nécessité de résoudre les problèmes graves qui le rendent peu opérant et proche du point de rupture.

Georges Santos, un « serial menteur » au Congrès américain ? Le Pérou est en crise politique après la destitution de son président Pedro Castillo remplacé par la vice-présidente Dina Boluarte. Au Brésil, l'ex-président Bolsonaro a fui la justice en se réfugiant aux États-Unis.

Nous entrons dans l'année du lapin en Chine ! Espérons que les craintes économiques et sanitaire se dissiperont. En attendant, le pouvoir s'interroge sur sa ligne de conduite internationale. L'inquiétude au Japon est de perdre son rang de troisième puissance économique si des politiques robustes ne stimulent pas la productivité du travail et la compétitivité internationale des entreprises. Le conglomérat Adani en Inde est soupçonné de fraude fiscale. D'après la Reserve Bank on India, le risque pour les banques est sous contrôle.

Vives tensions entre Israël et le pouvoir palestinien. Craignant une escalade voire une troisième intifada, le secrétaire d'État américain Antony Blinken s'est rendu en Israël et s'est entretenu avec les chefs des services de renseignements égyptiens et jordaniens dont les pays sont impliqués dans le dossier israélo-palestinien. Puis, il s'est exprimé sur la nécessité de « prendre les mesures nécessaires pour arrêter la violence et réduire les tensions » et de plaider à nouveau pour une solution à deux États.

L'Algérie découvre de nouveaux gisements de gaz. Le Mali a reçu de la Russie des hélicoptères et des avions d'origine tchèque de seconde main. Au Sahel, les Émirats arabes s'impliquent dans la lutte contre le terrorisme sous forme d'aide au développement. Le Bénin poursuit fermement la refonte de son système politique. En Mauritanie, la troisième conférence pour la paix en Afrique a eu lieu à Nouakchott où le siège de cette conférence a été inauguré.

En Indopacifique, l'AUKUS franchit une nouvelle étape avec l'AUKUS *quantum arrangement* (AqUA). Les trois pays membres (Australie, États-Unis, Royaume-Uni) s'engagent maintenant sur les capacités hypersoniques et contre-hypersoniques, les capacités de cyberguerre, le partage d'information et la coopération en matière d'innovation et de défense.

François Laurent-Atthalin